



## **CAF de LOIR-ET-CHER**

**Travaux relatifs au réaménagement du 1<sup>er</sup> étage  
de la Caisse d'Allocations Familiales de Loir-et-  
Cher (41)**

### **REGLEMENT DE CONSULTATION**

*(RC)*

Marché public n° 2025/TRAV/01

**Date Limite de remise des offres et candidatures :**

**Le vendredi 12 décembre à 20H00**

## **1. Identification de l'acheteur**

CAF de Loir-et-Cher  
6 rue Louis Armand  
45015 BLOIS CEDEX

Tél : 02.54.52.62.04

02.54.52.62.01

Mail : [logistique@caf41.caf.fr](mailto:logistique@caf41.caf.fr)

## **2. Identification des autres parties au marché**

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement composé comme suit :

- **CABINET TESSIOT** (mandataire du groupement) - Maître d'œuvre et mission OPC  
43 rue des Chaumes, 18110 Saint Eloy de Gy
- **Jean Pascal FOURES** – architecte  
1 quai Rennequin Sualem 78380 Bougival
- **INGECONSULT** - bureau d'étude Fluide  
49 rue de la Mairie 37210 Parçay Meslay
- **INGESEPT** - bureau d'étude électricité  
61 rue du mûrier, 37540 Saint-Cyr-sur-Loire

## **CSPS**

La coordination sécurité et protection de la Santé (CSPS) est assurée par :

- **SOCOTEC – Agence construction Blois**  
10 rue Claude Bernard  
41000 BLOIS

## **Missions de contrôle technique**

Les missions de contrôle technique sont assurées par :

- **QUALICONSULT**  
22 rue de la Milletière  
37100 TOURS

### **3. Objet et étendue de la consultation**

#### **3.1. Objet**

Le présent marché public de travaux a pour objet le réaménagement du 1<sup>er</sup> étage de la Caisse d'allocations familiales (ci-après « CAF ») de Loir-et-Cher situé au sein du bâtiment de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale situé au 6 rue Louis Armand, 41015 BLOIS Cedex.

La consistance des travaux et l'étendue des prestations sont décrites de manière détaillée au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après « CCTP »).

#### **3.2. Type de contrat**

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché public ordinaire.

#### **3.3. Procédure**

Le présent marché public est passé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Loir-et-Cher, Organisme de droit privé soumis aux dispositions du Code de la commande publique, en application de l'article L. 124-4 du Code de la Sécurité Sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale.

La passation de ce marché relève des articles R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, il est passé en procédure adaptée dû à son montant total hors taxe.

Ce marché fait l'objet d'une parution au BOAMP et sur le profil acheteur de la CAF : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

#### **3.4. Allotissement**

Le marché est alloti en 4 lots séparé, comme suit :

- Lot 1 : Cloisons / Faux Plafonds / Menuiseries Bois / Menuiseries Aluminium
- Lot 2 : Electricité – courant faible – courant fort
- Lot 3 : CVC
- Lot 4 : Peinture / Revêtement des sols

Le candidat peut soumissionner à un ou plusieurs lots.

Chaque lot ainsi identifié fait l'objet d'un marché indépendant juridiquement mais lié techniquement à la réalisation des autres marchés.

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un marché.

#### **3.5. Nomenclature**

La nomenclature principale du marché est la suivante :

- 45000000-7 : travaux de construction

Les nomenclatures secondaires sont les suivantes :

- 45323000-7 : travaux d'isolation acoustique
- 45410000-4 : travaux de platerie
- 45100000-8 : travaux de préparation de chantier
- 45421000-4 : travaux de menuiserie
- 45310000-3 : travaux d'équipement électrique
- 44316500-3 : serrurerie
- 45432130-4 : travaux de revêtement de sols
- 45442100-8 : travaux de peinture
- 45421146-9 : mise en place de plafonds suspendus

### 3.6. Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

Le candidat au marché public doit obligatoirement remettre une offre conforme à la solution de base telle qu'elle a été définie par l'organisme sans apporter aucune modification. Toute modification des prestations attendues en solution de base entraînera le rejet de l'offre pour non-conformité.

### 3.7. Montant estimatif

Le montant estimatif du présent marché est évalué à 180 000euros Hors Taxe tout lot confondu.

Ce montant est forfaitaire et comprend l'ensemble des phases de réalisation du projet.

## 4. Conditions de la consultation

### 4.1. Délai de validité des offres

La durée de validité des offres est fixée à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### 4.2. Forme juridique

Le candidat se présente seul ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Conformément à l'article R. 2142-22 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imposer une forme juridique précise au groupement d'opérateurs économiques après l'attribution du marché dans la mesure où cela est nécessaire à la bonne exécution du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement,
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

## **5. Conditions relatives au contrat**

### **5.1. Délai d'exécution du contrat**

La durée totale des travaux (période de préparation et congés inclus) est de 21 semaines. Le début d'exécution des travaux se fait à compter de l'envoi de l'ordre de service de commencement d'exécution.

Le délai d'exécution est contractuel.

### **5.2. Lieu d'exécution du contrat**

L'exécution de l'ensemble des travaux à lieu :

CAF de Loir-et-Cher  
6 rue Louis Armand  
41015 BLOIS Cedex

Numéro de Siret : 775 369 598 00021

### **5.3. Contenu du DCE**

Le dossier de consultation des entreprises est composé de :

- Du présent règlement de consultation (RC) ;
- D'un Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- D'un Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et de ses 7 annexes (dont le calendrier prévisionnel d'exécution) ;
- D'une décomposition des prix général et forfaitaire (DPGF) ;
- D'un DC1 ;
- D'un DC2 ;
- D'un acte d'engagement (AE)
- Un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le dossier de consultation peut être retiré et téléchargé gratuitement sur la plate-forme PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Il est vivement conseillé que les candidats s'identifient lors du téléchargement du DCE afin qu'ils puissent être tenus informés des éventuelles modifications ou compléments apportés à celui-ci.

## **6. Conditions d'envoi des plis**

Les Candidatures et Offres remises par voie électronique seront à déposer sur la plateforme de marchés publics utilisée par la CAF de Loir-et-Cher est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

### **➤ Généralités**

Le pouvoir adjudicateur assure la confidentialité et la sécurité des transactions sur la plateforme précitée. Les offres, même volumineuses, doivent parvenir complètes dans le délai fixé. Le dépôt des candidatures et des offres transmises par voie électronique donne lieu à un accusé de réception, et les offres transmises par voie électronique doivent être signées par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique.

### **➤ Prérequis technique**

Afin de pouvoir lire les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire aux formats Acrobat (PDF), Word et Excel.

Le pouvoir adjudicateur souhaite que les fichiers déposés par les candidats soient au format « Word, Excel, Power Point dans les versions pack Microsoft office 365 ou versions antérieures » ou au format à la norme ODF 1.2. ou au format PDF. Le candidat est invité à ne pas modifier les « macros ».

### **➤ Signature électronique**

Dans le cadre de la présente consultation, la signature électronique de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement. Le candidat peut toutefois choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature.

Dans ce cas, il signera individuellement l'acte d'engagement ainsi que ses annexes financière et technique au moyen d'un certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature du représentant de l'entreprise.

La signature électronique est constituée de deux outils :

- d'un certificat de signature électronique (clé format USB ou carte à puce), acheté auprès d'un prestataire qualifié et valable généralement de 1 à 3 ans, et conforme au règlement n° 910/2014 « eIDAS » (Règlement sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur qui est entré en vigueur le 23 juillet 2014) ;

- d'un outil de signature qui permettant d'apposer la signature avec le certificat sur le fichier souhaité.

### **➤ Le certificat de signature électronique**

Dans la commande publique en France, sont autorisées :

- Soit la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- Soit la signature électronique qualifiée (niveau 4)

Les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur l'existence d'un délai de quelques jours afin d'obtenir un certificat de signature électronique.

➤ Formats de fichiers acceptés

Attention : les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif du pli comportant leur candidature et leur offre ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour). La transmission complète des candidatures et des offres devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres publiée dans l'avis d'appel public à la concurrence sous peine d'irrecevabilité.

Le dépôt des candidatures et des offres par voie électronique donne lieu à un accusé de réception indiquant la date et l'heure de réception.

La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

➤ Groupement d'entreprises

En cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

➤ Copie de sauvegarde

Lorsque le candidat présente sa candidature et son offre par voie électronique, il lui est conseillé de transmettre une copie de sauvegarde de celles-ci sur support papier ou sur support physique électronique. Pour que la copie de sauvegarde puisse être prise en considération, le candidat doit impérativement faire parvenir celle-ci dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde doit être placée sous pli scellé comportant la mention lisible :

« COPIE DE SAUVEGARDE

- Entreprise .....

- MARCHE de travaux réaménagement du 1<sup>er</sup> étage de la CAF (41) 2025/TRAV/02

- Ne pas ouvrir ».

Adresse postale d'envoi : CAF de Loir et Cher— 6 rue Louis Armand – 41015 Blois cedex.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique.

## **7. Examen des candidatures et des offres**

### **7.1. Pièces relatives à la candidature**

Les renseignements suivants sont fournis par chaque candidat :

- Identification du candidat se présentant seul ou, en cas de groupement, du mandataire et des autres membres du groupement : nom ou dénomination et adresse du siège social, adresse électronique et de télécopie, numéro de SIRET ;
- En cas de groupement, l'indication du caractère solidaire ou conjoint de ce dernier ainsi que la répartition des paiements entre les membres ;
- Une déclaration sur l'honneur du candidat individuel, ou de chaque membre du groupement, déclarant n'entrer dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique et notamment être en règle au regard des articles R. L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des

- travailleurs handicapés ; (au stade du dépôt des plis, la fourniture du DC1 complété évite à l'opérateur de transmettre des déclarations sur l'honneur supplémentaires)
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global, et le chiffre d'affaires concernant les services objets du présent marché, réalisé au cours des trois derniers exercices comptables ;
  - Déclaration concernant les effectifs moyens annuels du candidat et de l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
  - Présentation d'une liste des références des trois dernières années, indiquant la date, le montant, les travaux effectués et le destinataire (public ou privé) ainsi que le contact (nom, fonction et coordonnées téléphoniques ou électroniques d'un responsable) ;
  - Certificats établis par des services chargés du contrôle des habilitations et aptitudes techniques des techniciens et employés qui interviendront sur le terrain.
  - Attestation de la visite des lieux d'exécution des prestations du marché fournis par le pouvoir adjudicateur après la visite obligatoire.

**L'utilisation des formulaires DC1 et DC2 pour la mise en forme de ces renseignements est préconisée.**

Les deux formulaires sont joints au dossier de consultation aux entreprises. La présentation d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) est également possible.

**N.B. : En cas de sous-traitance d'une partie des prestations faisant objet de la présente consultation ou en cas de groupement, le candidat doit produire les mêmes documents concernant le sous-traitant ou les membres du groupement que ceux exigés des candidats pour justifier de leur niveau de capacités professionnelles, techniques et financières à l'exécution du marché.**

Pour le cas de sous-traitance, il est exigé du candidat de fournir également, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants, un engagement écrit du ou des sous-traitants.

**7.2. Pièces relatives à l'Offre :**

Les renseignements suivants sont mentionnés dans chaque offre :

- L'acte d'engagement rempli portant cachet d'identification du candidat ; au format Word et non verrouillés ;
- Un mémoire technique présentant l'organisation et les moyens que le candidat se propose de mettre en œuvre pour l'exécution des prestations, sans pour autant modifier la teneur des documents contractuels où est exprimé le minima exigé par l'organisme. Ce mémoire devra apporter des précisions nécessaires à l'analyse de l'offre selon les critères énoncés au sein du CCTP. Le mémoire technique devra au minimum comporter les éléments suivants :
  - Moyens techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations du marché ;
  - Moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations du marché (CV des intervenants, formations et qualifications correspondantes aux attentes du



- marché (notamment au regard des capacités pour conduire des engins de chantiers nécessaires à la réalisation des prestations, expérience, effectifs, ...)
- Descriptif de la méthodologie d'intervention lors des différentes phases de travaux ;
  - Descriptif des matériels, équipement et produits que le candidat s'engage à utiliser pour l'exécution des prestations du marché, notamment au regard des fiches descriptives ;
  - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) complété ;
  - Une attestation délivrée par la CAF à la suite de la visite préalable obligatoire des locaux,
  - Toutes pièces justificatives nécessaire à l'explicitation de l'offre de l'opérateur économique.

**En plus du mémoire technique toutes pièces ou documents demandés dans le CCTP devra être fourni.**

Lesdits documents devront être joints mais distinct du mémoire technique.

### 7.3. Déclaration de sous-traitance au stade de l'offre

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration (ou formulaire DC4 obtenu gratuitement sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

L'ensemble des documents précités au sein du présent article deviendront contractuels dès la notification du marché.

### 7.4. Visite sur site obligatoire

Les soumissionnaires devront **obligatoirement effectuer une visite préalable des lieux** avant la remise de leur offre. Ces visites auront lieu exclusivement sur rendez-vous.

Les candidats sont priés de prendre contact par mail : [logistique@caf41.caf.fr](mailto:logistique@caf41.caf.fr) et de choisir un des créneaux suivants pour la visite du site et les lieux d'exécution des prestations :

**Le vendredi 28 novembre :**

→ 9h  
→ 10h30  
→ 14h

Les conditions suivantes seront appliquées :

- Chaque candidat ne pourra faire la visite qu'une fois ;
- Les candidats disposeront de la même durée de visite et suivront le même parcours/circuit de visite ;
- Le nombre de représentants de chaque candidat est limité à 4 ;

Afin de respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, aucune question posée durant ladite visite ne recevra de réponse.

Les candidats pourront poser les questions relatives à la visite de site sur la plateforme Place selon les prescriptions mentionnées à l'article 10.1 du présent document pour obtenir une réponse anonymisée.

A l'issue de la visite une attestation sera adressée au titulaire par papier. Une copie numérisée sera gardée par l'organisme. Cette attestation devra être fournie avec la candidature de l'opérateur ou du groupement économique.

**8. Examen des candidatures ; jugement des offres et attribution**

**8.1. Examen des candidatures**

Ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché, les candidats :

- qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique ;
- produisant des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées à l'article 7.1 du présent règlement de consultation.

Il est précisé concernant ce dernier point, que l'organisme se réserve la possibilité de demander la régularisation des candidatures incomplètes en exigeant des candidats la remise des documents manquants dans un délai de 7 jours calendaires.

Les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats, qui n'ont pas été écartés en application des dispositions précédentes, sont examinées. Les candidatures présentant des garanties manifestement insuffisantes sont éliminées.

Conformément à l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique, dans le cadre des procédures adaptées avec négociation, les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation ou du dialogue, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation ou le dialogue a pris

fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Les offres inappropriées sont éliminées.

## 8.2. Classement des offres et critères de notation

Conformément à l'article R. 2152-6 du Code de la commande publique, « les offres qui n'ont pas été rejetées en application des articles R. 2152-3 à R. 2153-5 sont classées par ordre décroissant en application des critères d'attribution ».

Ainsi, les offres seront classées au regard de l'application des critères et sous-critères énoncés ci-dessous. Les candidats sont notés sur un total de 100 points qui se décomposent en deux parties, prix des prestations (60 points) et valeur technique de l'Offre (40 points).

- Prix des prestations : 60 points
  - o Prix forfaitaire (100%)
- Valeur technique : 40 points
  - o Moyens techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations du marché ; (20%) ;
  - o Moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations du marché (CV des intervenants, formations et qualifications correspondantes aux attentes du marché, expérience, effectifs, ...) (20%) ;
  - o Un calendrier d'exécution, respectant le calendrier prévisionnel d'exécution, joint au DCE (annexe 7) (20%) ;
  - o Descriptif de la méthodologie d'intervention lors des différentes phases de travaux (phase de préparation et d'installation du chantier, phase de travaux, phase de repli du chantier) (20%).
  - o Descriptif des matériels, équipement et produits que le candidat s'engage à utiliser pour l'exécution des prestations du marché (20%).

Le calcul des notations des candidats sera effectué par pondération, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

La notation des propositions de prix des titulaires sera calculée comme suit :

$$\text{Note du prix du candidat} = (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre du candidat noté}) \times \text{barème de notation}$$

## 8.3. Détection et traitement des offres anormalement basses

Toute offre détectée comme anormalement basse fera l'objet d'un examen particulier dans les conditions suivantes : le pouvoir adjudicateur demandera par écrit des précisions sur la

composition de ces offres aux candidats concernés. Ceux-ci devront, dans un délai approprié qui sera précisé lors de la demande, fournir par écrit les justifications qu'ils jugent suffisantes.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, après avoir examiné les réponses apportées, retiendra les offres dûment justifiées et rejettera par décision motivée, conformément à l'article R. 2152-4 du code de la commande publique, celles qui ne l'auront pas été. L'article R. 2152 – 3 du CCP sera également appliqué lors de l'étude des réponses justifiées.

## **9. Pour donner suite à donner à la consultation**

### **9.1. Négociation**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, la CAF de Loir-et-Cher se réserve la faculté d'engager une négociation avec les candidats.

Cette négociation, sans caractère obligatoire, pourra notamment avoir comme objet de rendre régulières ou acceptables des offres, à l'origine, irrégulières ou inacceptables ; à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. Cette négociation, si elle a lieu, sera menée soit avec tous les candidats admis, soit avec le ou les candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes.

Les négociations auront lieu soit par écrit (courrier ou mail), soit par convocation à un entretien de négociation dans les locaux de la CAF.

Un courrier/mail précisant les conditions de la négociation sera adressé aux candidats concernés.

De manière générale, les candidats sont informés que les négociations pourront notamment porter sur :

- Le prix des travaux et des prestations
- Les travaux et les prestations
- La méthodologie proposée

Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire provisoire du marché.

Conformément à l'article R 2123-5 du code de la commande publique, même si la négociation est prévue, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer ce marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

### **9.2. Attribution du marché**

(Seulement dans les cas où ces documents n'ont pas été joints à la candidature ou à l'offre)

Le candidat dispose d'un délai de 10 jours (incluant la date d'envoi de la demande et la date limite de remise des documents) pour signer l'acte d'engagement transmis par l'organisme et fournir les pièces justificatives suivantes :

- Une déclaration sur l'honneur du candidat prouvant qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique ;
- Le numéro de SIREN prouvant l'absence de liquidation judiciaire ;
- L'attestation de régularité fiscale au regard de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la TVA fournie par l'administration fiscale ;
- L'attestation de vigilance valant également certificat sur l'emploi handicapé fournie par l'Urssaf ;
- Le cas échéant, l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice SIPSI et attestation sur l'honneur d'acquittement des amendes liées aux salariés détachés ;
- Le cas échéant, la liste nominative des travailleurs étrangers avec la date d'embauche, la nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Pour les entreprises employant au moins 50 salariés, le procès-verbal de la réunion du comité social et économique concernant la présentation du rapport annuel faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise et du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail ;
- Un plan de vigilance, pour les entreprises employant, à la clôture de deux exercices consécutifs, au moins 5 000 salariés en leur sein et dans leurs filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français, ou au moins 10 000 salariés en leur sein et dans leurs filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français ou à l'étranger ;
- Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire.

Afin de faciliter le process d'attribution, les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les pièces justificatives ci-dessus au stade du dépôt de leur pli.

Le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Si le pays ne peut fournir ces certificats, le candidat étranger produira une déclaration sous serment ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou autorité administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée. Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que l'accord-cadre lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément au code de la commande publique.

## **10. Renseignement complémentaire**

### 10.1. Questions

Les demandes de renseignements complémentaires concernant le contenu du règlement de consultation ou les modalités de réponse doivent parvenir obligatoirement sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Ces demandes devront être présentées dans un délai raisonnable avant la date de fin de consultation.

### 10.2. Procédure et voies de recours

Le présent marché étant un contrat privé de la commande publique, en cas de litige, le tribunal judiciaire (civil) territorialement compétent est celui de Blois.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont mentionnées aux articles 1441-1 et suivant du code de procédure civile.